

DÉPARTEMENT DE LA COMMUNICATION ET DES RELATIONS EXTÉRIEURES

Service Communication - Presse

Valérie Bombaerts, tel 32 2 650 25 34, 0474 27 00 77, [Valerie.Bombaerts@ulb.be](mailto:Valerie.Bombaerts@ulb.be)

Le 24 septembre 2020.

[COMMUNIQUÉ DE PRESSE]

## L'ULB et la VUB prennent position sur une loi qui pourrait interdire les études de genre en Roumanie

Les deux universités soutiennent le mémoire de l'Amicus Curiae à la Cour constitutionnelle de Roumanie sur la loi 87/2020, qui interdirait les études de genre.

**Les rectrices de l'Université libre de Bruxelles (ULB), Annemie Schaus, et de la Vrije Universiteit Brussel (VUB), Caroline Pauwels, ont décidé, au nom de leur institution, de signer le "mémoire d'Amicus Curiae" concernant le dossier n° 959A / 2020 de la Cour constitutionnelle roumaine, avec une date de procès au 30 septembre.** La loi 87/2020, adoptée en juin 2020, pourrait en effet interdire les études de genre en Roumanie. Cependant, le Président de Roumanie, Klaus Johannis, ne l'a pas promulguée mais l'a renvoyée à la Cour constitutionnelle, qui doit l'examiner le 30 septembre<sup>1</sup>.

Les rectrices de l'ULB et de la VUB estiment que **cette loi, si elle est adoptée, porterait gravement atteinte à la liberté académique, à la liberté de recherche, à l'autonomie des universités et à la liberté d'expression. Cela menacerait également la protection des droits fondamentaux. Pour cette raison, elles demandent à la Cour constitutionnelle de Roumanie de déclarer cette loi inconstitutionnelle.**

Pour **Annemie Schaus (ULB)** : *"L'ULB a toujours été précurseure en matière d'égalité des genres. Elle a été la première université belge à ouvrir ses portes aux femmes et à nommer une femme professeure. L'engagement de notre Institution en faveur du droit à l'avortement, avec la VUB, est également bien connu. En 2016, l'ULB a mis en place la "mesure cascade", pionnière pour lutter contre le phénomène du "tuyau percé" dans les carrières universitaires et nous avons développé une politique ambitieuse en matière d'égalité et de diversité. En 2018, l'ULB et la VUB ont également été les premières universités à participer officiellement à la Belgian Pride, défilant dans les rues de Bruxelles sous la bannière "universités ouvertes". La promotion de l'égalité des sexes et la défense de la liberté sexuelle sont au cœur du projet de notre université. Les études de genre, un domaine de recherche important à l'ULB, sont essentielles pour atteindre cet objectif".*

Pour **Caroline Pauwels (VUB)** : *"La liberté de recherche et d'expression est une valeur clé pour la VUB, et nous déployons de nombreux efforts à cet égard. Chaque année, nous organisons le Difference Day à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse. Cet événement a notamment pour but de rappeler aux gouvernements leur devoir de respecter et de faire respecter le droit à la liberté d'expression. Ce dernier reflète la vitalité démocratique et le pluralisme d'une société. La VUB est un partenaire académique dans le projet d'instauration de l'égalité dans la société en général. Elle a été l'une des premières universités flamandes à créer un centre pour ce qui, dans les années 1980, était encore appelé "études des femmes". Aujourd'hui, le RHEA, le centre de recherche interdisciplinaire de la VUB Research Centre Gender, Diversity, Intersectionality studies, étudie les multiples facettes de l'inégalité de genre à l'intersection d'autres courants d'inégalité. Les études de genre contribuent à apporter des réponses scientifiquement solides aux nombreux défis auxquels nos sociétés sont confrontées aujourd'hui. Elles méritent donc la même liberté que les autres domaines de la connaissance. La VUB a toujours été une ardente défenseuse de la liberté académique. Lorsque la liberté académique est menacée, la VUB résiste".*

Cette décision de signer l'Amicus Curiae fait suite à plusieurs déclarations en faveur des études de genre et de la liberté académique. Dans le passé, l'ULB et la VUB ont en effet déjà interpellé les autorités de l'Università degli Studi di Verona et le gouvernement hongrois, lorsque les études de genre et la liberté académique étaient menacées soit par des

<sup>1</sup> Plus d'information : <https://internationaledugenre.net/news-on-romania/387-2/>

organisations de la société civile, soit par des plans éducatifs gouvernementaux. Tout au long de leur histoire, les deux universités ont également soutenu à plusieurs reprises des chercheurs et chercheuses en danger dans le monde entier.

**Cette prise de position s'inscrit dans un mouvement international de soutien à la liberté académique et aux études de genre en Roumanie, soutenu par le Conseil des Recteurs de la Fédération Wallonie-Bruxelles (CREF), et plusieurs recteurs en Belgique et à l'étranger.**

DÉPARTEMENT DE LA COMMUNICATION ET DES RELATIONS EXTÉRIEURES

Service Communication - Presse

Valérie Bombaerts, tel 32 2 650 25 34, 0474 27 00 77, [Valerie.Bombaerts@ulb.be](mailto:Valerie.Bombaerts@ulb.be)

24th September 2020.

[PRESS RELEASE]

## ULB and VUB take a stand on a law that could ban gender studies in Romania

Both universities support the Amicus Curiae's brief to the Constitutional Court of Romania on Law 87/2020, which would ban gender studies.

The rectors of the Université libre de Bruxelles (ULB), **Annemie Schaus**, and of the Vrije Universiteit Brussel (VUB), **Caroline Pauwels**, have decided, on behalf of their institution, to sign the "Amicus Curiae's brief regarding the file no. 959A / 2020 of the Constitutional Court, with a trial date of September 30." The law 87/2020, adopted in June 2020, could ban gender studies in Romania. However, President Klaus Johannis did not promulgate it, but referred it to the Constitutional Court, which is due to examine it on September 30.<sup>2</sup>

Rectors ULB and VUB consider that **this law, if adopted, would severely undermine academic freedom, freedom or research, university autonomy and freedom of expression. It would also threaten the protection of fundamental rights. For this reason, they ask the Constitutional Court of Romania to declare this law unconstitutional.**

**Annemie Schaus (ULB):** *"The ULB has always been a frontrunner in terms of gender equality. The ULB was the first Belgian university to open its doors to women and to appoint a female professor. The commitment of our institution in support of the right to abortion, along with the VUB, is also well-known. In 2016, the ULB introduced the pioneering "mesure cascade" to combat the phenomenon of "leaky pipeline" in academic careers and we have developed an ambitious gender equality and diversity policy. In 2018, the ULB and the VUB were also the first universities to attend officially the Belgian Pride, marching in the streets of Brussels under the banner "open-minded universities." The promotion of gender equality and the defence of sexual freedom are central to the project of our university. Gender studies, a strong area of research at the ULB, are crucial to achieve this goal."*

**Caroline Pauwels (VUB):** *"Freedom of research and expression is a key value for the VUB, and we take many efforts in that respect. Yearly we organize the Difference Day at the occasion of the World Press Freedom Day. This event is intended in particular to remind governments of their duty to respect and uphold the right to freedom of expression. The latter reflects the democratic vitality and pluralism of a society. The VUB is an academic partner in the project for establishing equality in society in general, and in Brussels in particular. The VUB was one of the first Flemish universities to establish a centre for what was in the 1980s still called 'women's studies.' Today RHEA, the VUB interdisciplinary Research Centre Gender, Diversity, Intersectionality studies the many faces of gender inequality at the intersection of other strands of inequality. Gender studies contribute to delivering scientifically solid answers to the many challenges our societies face today. They therefore deserve the same freedom as other fields of knowledge. The VUB has always been a fierce defender of academic freedom. When academic freedom is threatened, the VUB resists."*

This decision follows several statements in defence of gender studies and academic freedom. In the past, the ULB and the VUB have already interpellated the authorities of the Università degli Studi di Verona and the Hungarian government, when gender studies and academic freedom were threatened either by civil society organisations or by governmental educational plans. Throughout their history, they also repeatedly supported researchers in danger around the world.

<sup>2</sup> More information : <https://internationaledugenre.net/news-on-romania/387-2/>

**This statement takes part into an international movement in support of academic freedom and gender studies in Romania, supported by the Conseil des Recteurs of the Fédération Wallonie-Bruxelles (CREF), and several rectors in Belgium and abroad.**